

# Planification anarcho-communiste

## Katja Einsfeld

*Ce texte a été soumis à un appel à contributions pour le numéro spécial "Democratic Economic Planning" de l'Erasmus Journal for Philosophy and Economics en juin 2024. Il a été rejeté avec la mention "Bien que l'idée d'une approche anarcho-communiste de la planification soit intrigante et mérite d'être explorée plus avant, l'argument présenté dans l'article à ce stade manque de la concentration et de la profondeur requises, ce qui rend peu probable sa réussite à l'étape de l'évaluation par les pairs. J'espère que cela vous encouragera à développer davantage le document. Ma recommandation serait de développer et d'approfondir la description de l'approche anarcho-communiste de la planification et de développer un argument concis en sa faveur."*

*@Anarchistes, j'apprécierais vos commentaires sur la façon dont l'article pourrait être amélioré. Peut-être que les communistes habitués à des propositions monolithiques de type solution unique ont tendance à considérer les approches plurielles ascendantes comme non scientifiques, non concrètes et non concises par défaut.*

## Résumé

Ces dernières années, le débat sur les concepts économiques différents du capitalisme et de la planification centrale a suscité un intérêt accru, de nouvelles idées ont émergé et d'anciennes ont été redécouvertes. Cet article présente une version moderne du concept économique de la planification anarcho-communiste, datant de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. L'idée proposée est basée sur les besoins de la population tout en respectant les limites de la planète. Elle rejette les idées de marché, de rémunération du travail, d'argent ou d'autres unités de compte universelles. Ce document examine tout d'abord les lacunes des marchés, de la planification centrale et des approches économiques post-capitalistes précédentes, telles que Parecon et l'organisation basée sur les biens communs, dans une perspective anarcho-communiste. Il explique ensuite en détail les concepts, les structures requises et les outils qui soutiennent le mode de planification économique anarcho-communiste proposé.

# 1. Critique des économies de marché

## 1.1. Critique du capitalisme

Le système socio-économique actuellement dominant, le capitalisme néolibéral basé sur l'État-nation, présente de nombreuses lacunes. L'échec le plus évident du capitalisme est son incapacité à lutter efficacement contre la crise climatique. Même si des experts de différents domaines exigent une action urgente pour réduire drastiquement les émissions, les décisions politiques sont principalement basées sur les intérêts économiques (nationaux). Un autre échec du système actuel réside dans les injustices qu'il crée et les discriminations sur lesquelles il repose. Le racisme et la misogynie ne font pas seulement partie de l'histoire du capitalisme mais sont inhérents à son système : dans les institutions et les mentalités. De même, la discrimination des minorités fondée, par exemple, sur la religion, l'orientation sexuelle, la neurodivergence ou le type de corps est un modèle courant dans le capitalisme. La discrimination est l'une des raisons, mais pas la seule, des injustices sociales et de la répartition inégale des ressources, tant au niveau local que mondial. Le prétendu manque de volonté de réussite est souvent utilisé pour justifier les injustices, alors qu'il repose sur des problèmes systémiques inhumains (voir par exemple le travail de Nguyen en 2020).

Ces injustices, combinées à l'influence politique des grandes entreprises et des organisations de lobbying économique, sapent la démocratie en séparant la sphère de l'économie de celle de la politique. L'économie ayant un impact considérable sur nos vies, les citoyens devraient être impliqués dans les décisions économiques, c'est-à-dire dans le mode de production et de distribution.

Le troisième défaut du capitalisme néolibéral réside dans ses effets psychologiques. Il a été démontré par Zeira 2021 et d'autres que l'idéologie de la responsabilité individuelle, le besoin permanent de performance et la compétition conduisent à l'isolement et aux peurs existentielles (perte d'emploi, insécurité financière) et entraînent une augmentation des taux de dépression et de suicide. Les sociétés ne devraient pas optimiser le bien-être des économies, mais le bien-être des personnes.

Par ailleurs, les crises financières ou pandémiques récentes et historiques ont montré que l'idée de marchés autorégulateurs n'est qu'un mythe. Le marché a souvent dû être sauvé avec l'argent des contribuables pour éviter qu'il ne s'effondre. Le gouvernement a dû intervenir pour s'assurer que les services et les biens les plus importants puissent continuer à être fournis.

## 1.2. Critique de la logique de marché en général

L'argument en faveur des marchés était autrefois qu'il n'y avait pas d'autre alternative pour la distribution décentralisée des ressources. Je soutiens que ce n'est plus vrai et je présenterai une alternative dans ce document. La logique de marché capitaliste a déjà été critiquée plus haut. Comme il existe également des partisans socialistes et même anarchistes des marchés (par exemple, le mutualisme), je vais énumérer ici certains des problèmes de la logique de marché en général. Les marchés reposent sur la logique selon laquelle ceux qui contribuent le plus doivent recevoir le plus. Cela rend les marchés intrinsèquement incapables, car cela nécessitera des réglementations spéciales pour ceux qui ne peuvent pas contribuer du tout ou pas suffisamment pour "gagner leur vie". Même si ces réglementations sont très généreuses et permettent aux gens d'avoir une bonne vie, elles constituent des exceptions à la norme, ce qui fait que les gens se sentent comme des étrangers, dépendant de la générosité de la société. Ou comme l'a dit Goldsmith 1919: "Donner à chacun proportionnellement à son travail est, si l'on veut, un principe juste; mais c'est un type de justice inférieur, comme l'idée de récompenser le mérite ou de punir le vice."

En outre, la logique du marché exige également de définir ce qu'est une contribution significative, pour laquelle les gens seront récompensés et ce qui ne l'est pas. En d'autres termes, il faut faire la distinction entre le travail (qui donne lieu à une forme de paiement ou de récompense) et le travail non rémunéré. Ceci est particulièrement problématique pour le travail de soins et l'art. Par exemple, s'occuper d'enfants malades, jouer avec des enfants ou voyager pour s'inspirer d'une future œuvre d'art, est-ce un travail ?

Par conséquent, la perspective anarcho-communiste rejette également l'idée de la rémunération du travail, qui est souvent associée à des propositions économiques fondées sur le marché, qu'elle soit basée sur l'argent ou sur des jetons représentant les heures de travail. Que le salaire soit calculé en fonction de la formation, de l'expérience, du nombre d'heures ou de l'effort, il n'y aura jamais de concept équitable pour tous.

Un autre problème des marchés est qu'ils tendent toujours vers l'inégalité. Les personnes disposant de plus de ressources seront en mesure de prendre des risques plus élevés que celles qui ont juste assez de ressources pour survivre, ce qui donnera aux personnes qui prennent des risques une plus grande chance d'obtenir encore plus de ressources. Ou comme le dit Apolito 2020: "Dans la dynamique de profit des marchés, une répartition équitable des richesses est nécessairement une condition instable. Apolito explique également pourquoi les organisations décentralisées

fondées sur la coopération devraient être préférées aux organisations fondées sur la concurrence du point de vue de la complexité de l'information : la concurrence divise les systèmes en sous-systèmes isolés, ce qui réduit la complexité qu'ils peuvent absorber.

Les marchés ne communiquent les besoins des personnes que de manière indirecte et déformée: Les produits doivent être performants sur le marché au lieu de répondre aux besoins (la production se concentre sur la valeur d'échange plutôt que sur la valeur d'usage, par exemple l'obsolescence planifiée). L'information sur le produit se réduit le plus souvent à un seul chiffre, le prix. Des informations plus importantes, telles que l'impact environnemental ou les conditions de production, sont rarement communiquées.

## **2. Critique de la planification centrale**

Beer 1972 explique pourquoi seules les organisations décentralisées peuvent faire face à des environnements complexes: En appliquant les lois de la cybernétique, il conclut que la complexité inhérente aux organisations ou aux sociétés doit être traitée d'une manière ou d'une autre. La méthode descendante consiste à atténuer radicalement la complexité, en perdant beaucoup d'informations afin qu'un leader central puisse traiter les informations restantes et prendre des décisions sur cette base. Cela conduit à la domination, à l'instabilité et au chaos pour les entités du système. La façon cybernétique de traiter la complexité, et c'est celle que Beer a proposée, consiste à décentraliser autant que possible. De cette manière, la complexité est absorbée ou encodée dans les unités du système qui peuvent alors s'autoréguler le mieux possible. Seules les informations pertinentes seront partagées avec d'autres unités de manière à ce que chacun puisse toujours avoir une vue d'ensemble du système et fournir un retour d'information si nécessaire.

Apolito 2020 cite les recherches de Shin, Price, Wolpert, Shima, Tracey et Kohler 2020 pour montrer que les grandes sociétés qui n'échelonnent pas leur complexité informationnelle tendent vers des formes autoritaires étatistes et que l'échelonnement de la complexité informationnelle tend à donner lieu à des sociétés plus égalitaires. Ainsi, la planification centrale ne doit pas seulement être rejetée parce qu'elle ne gère pas bien la complexité informationnelle, mais aussi parce qu'elle est sujette à la technocratie, à la bureaucratie et à la prise de contrôle par des forces autoritaires.

Il en va de même pour les approches de planification centrale démocratiquement légitimées. On pourrait faire valoir qu'avec la technologie d'aujourd'hui, le problème d'information de la planification

centrale pourrait être résolu en faisant tourner des algorithmes complexes sur d'énormes grappes d'ordinateurs centraux. Si cette solution peut raisonnablement résoudre le problème des ressources de traitement (mais pas mieux que les organisations décentralisées), elle n'est pas souhaitable du point de vue de la prévention de l'autoritarisme et ne résout pas non plus la complexité des interactions humaines: Par exemple, dans le cas de la distribution de ressources rares, la distribution centrale nécessite une surveillance de la distribution planifiée et la sanction par l'État des individus ou des entreprises qui tentent de jouer avec le système. Elle entraînera également la frustration des individus qui pourraient ne pas comprendre ou être en désaccord avec le mode de distribution décidé par l'État. En revanche, l'organisation décentralisée et la distribution décentralisée des ressources rares exigeraient une transparence locale et une conscience sociale de voisinage, scandalisant la surconsommation au niveau local et anonymisant la consommation individuelle par l'agrégation à des niveaux supra-locaux. Il en résulterait également une plus grande approbation du mode de distribution, puisqu'il serait décidé par les personnes concernées par la décision. En outre, au niveau local, il est plus facile de comprendre pourquoi quelqu'un a besoin de plus que d'autres, car on peut connaître personnellement les gens.

En outre, l'organisation décentralisée permet de trouver des solutions locales créatives et spécifiques aux problèmes locaux, ce qui réduira l'utilisation des ressources rares et n'aurait pas pu être envisagé lors d'une planification centralisée.

### **3. Critique des communautés autonomes à faible technologie**

<sup>222</sup>L'idée de revenir à des communautés autonomes de basse technologie comme modèle pour l'ensemble de la planète est génocidaire parce que la production préindustrielle ne peut pas supporter le nombre de personnes vivant sur Terre aujourd'hui. Promouvoir des sociétés à faible technologie signifie donc promouvoir la survie d'un nombre réduit d'êtres humains, éventuellement sélectionnés de manière eugénique.

L'idée de communautés autosuffisantes comme mode de vie choisi par quelques-uns, au lieu d'un dogme pour tous, est cependant pleinement compatible avec l'idée de planification anarchiste décentralisée présentée ci-dessous. Chacun devrait pouvoir décider pour lui-même dans quelle mesure il utilise la technologie comme un outil, tant que cela n'affecte pas les autres.

#### 4. Concepts proposés antérieurement

Cockshot et Cottrell 1993 ont proposé d'utiliser des ordinateurs et des algorithmes puissants pour concevoir plusieurs plans centraux et laisser le public voter sur les plans ou les décisions qui les sous-tendent. La proposition comporte également des bons d'achat de biens de consommation basés sur les heures de travail. Cette approche ne gère pas bien la complexité, en raison de l'implication minimale de la population et de la planification centrale. De plus, le paiement basé sur les heures de travail est problématique, comme nous l'avons expliqué plus haut.

Parecon, comme le suggèrent Albert 2003 et Hahnel 2021, ainsi que de nombreux autres concepts économiques, s'en tiennent à l'idée de mesurer et d'encourager le travail en payant quelque chose comme des jetons par heure, en fonction de l'“effort”. Ils affirment avoir besoin de cet outil pour calculer la quantité de biens nécessaires (prix de compensation du marché) et pour s'assurer que le travail impopulaire est effectué. Tout en rejetant le socialisme de marché, leur proposition crée des structures semblables à celles du marché. Je considère que c'est inutile, trop simpliste, et que c'est une erreur. Au lieu de cela, une procédure de planification décentralisée transparente pourrait donner à ceux qui s'intéressent aux détails la possibilité de comprendre pourquoi certains biens sont rares et d'autres non.

Dans le concept de coordination négociée de Devine (2002), les décisions d'investissement et les prix des intrants importants sont planifiés et décidés par un conseil de parties prenantes. Pour le reste, cette proposition correspond essentiellement à une économie de marché classique avec des entreprises autonomes et de la concurrence.

Le concept de coordination itérative démocratique à plusieurs niveaux de Laibman (2002) combine les aspects centraux et décentralisés de la planification, en mettant l'accent sur le centre, qui fixe également les prix.

Saros 2014 utilise des jetons comme outil de planification de la production, de distribution des biens et comme incitation à une bonne planification. Cela présente également l'inconvénient d'une simplification excessive. En outre, les jetons présentent toujours le risque de créer des marchés. L'idée de Saros d'enregistrer les besoins au niveau des individus semble trop lourde et isolante et présente un potentiel de surveillance.

Vettese et Pendergrass 2022 suggèrent un socialisme de la moitié de la terre, une planification centrale des ressources rares (en tenant compte de l'environnement, en utilisant la programmation linéaire comme outil) et aucune unité de compte universelle (le calcul en nature de Neurath). Ils soulignent également l'importance d'une planification décentralisée (par exemple, les régions ou les communautés locales décident de l'utilisation de

leurs budgets de ressources rares), mais semblent pencher davantage vers une centralisation poussée et un gouvernement planétaire fort.

Une autre proposition, qui rejette l'idée d'une unité de compte universelle, est le commonisme, décrit par Sutterlütti et Meretz 2023. Dans le Commonisme, les communs (c'est-à-dire les collectifs de travail) décident avec qui ils veulent coopérer. Le danger de cette approche est de former des groupes internes et d'oublier les groupes impopulaires ou marginalisés. Il n'y a pas non plus de garantie que les besoins importants seront satisfaits (à moins que vous ne parveniez à créer un bon réseau de biens communs coopératifs). Ce concept pourrait fonctionner pour les humains ayant de bonnes capacités de communication et n'ayant pas besoin de soins supérieurs à la moyenne. Par ailleurs, le fait que les comités d'entreprise décident avec qui coopérer donne aux comités travaillant sur des infrastructures critiques une accumulation de pouvoir dangereusement élevée. Le commonisme privilégie la liberté de décision individuelle par rapport à la solidarité. En revanche, l'approche présentée ici se concentre sur les besoins de chacun à l'intérieur des frontières planétaires en décidant de la production et de la distribution au sein de comités de coordination. Les produits du travail ne doivent pas être considérés comme la propriété de ceux qui les produisent, mais doivent être utilisés par ceux qui en ont besoin. Il s'agit d'un modèle mental différent, qui entraîne un comportement différent. Un autre problème de l'approche originale du commonisme était qu'elle n'avait pas de concept sur la façon de s'attaquer à la crise climatique avec des mesures planétaires.

L'idée de collectifs de travail décidant de la manière de distribuer est également commune à certains courants de l'anarchisme (par exemple, le mutualisme). Je vais utiliser un exemple pour illustrer davantage les effets problématiques de cette approche par rapport à l'approche préférée des communautés qui décident: La personne A a besoin d'un avortement. Dans le cas où ce sont les collectifs de travail qui décident, ils demandent au personnel de l'hôpital de procéder à l'avortement. Ceux-ci peuvent hésiter pour des raisons morales, dire qu'ils ont des choses plus urgentes à faire en ce moment ou qu'ils n'ont pas envie de travailler dans les semaines à venir.

La personne A doit maintenant les convaincre que leur besoin est important. En revanche, dans le cas où la communauté décide d'une distribution qui la concerne, il a été décidé au préalable que si un avortement est demandé, il sera pratiqué. Il y a suffisamment de personnel prévu pour travailler à l'hôpital. La personne A n'a pas besoin de se battre pour son besoin. Si les deux versions étaient mises en œuvre, peut-être que la version "les travailleurs décident" finirait par être la même, les travailleurs ne se disputeraient pas et se contenteraient de le faire.

Cependant, il y a un risque qu'ils disent "non" et je me sentirais moins à l'aise pour leur demander un avortement si je savais qu'ils pouvaient dire "non". En outre, même si les deux versions finissent par être similaires, le modèle mental qui les sous-tend est différent, ce qui pourrait avoir un impact sur le comportement, et le modèle mental "la communauté décide" entraîne moins de tensions.

## **5. Un concept de planification décentralisée anarchiste**

Dans le récent débat sur la planification démocratique, l'idée anarcho-communiste de la planification décentralisée est rarement mentionnée, bien qu'elle ait une longue histoire et que des versions modernisées soient encore valables et discutées aujourd'hui. Comme les idées présentées dans ce document sont basées sur ces concepts, la section suivante résume les concepts économiques de l'anarcho-communisme classique avant de présenter une version modernisée plus détaillée.

### **5.1. L'anarcho-communisme classique**

À la fin du 19e siècle et au début du 20e siècle, les anarcho-communistes classiques ont plaidé en faveur de la décentralisation, de l'abolition de l'État et des forces de l'ordre, de l'abolition de la propriété privée, d'une distribution fondée sur les besoins et contre la rémunération du travail. Goldsmith 1919 sur la propriété: "les moyens de production ne peuvent devenir la propriété de ces organisations: elles doivent seulement en avoir l'usage" et sur la distribution et la consommation, également en cas de pénurie:

“Qui disposera du produit du travail ? Ces produits doivent constituer une richesse collective offerte à la consommation de tous, s'il s'agit de biens immédiatement consommables, ou offerte à l'utilisation de l'organisation ouvrière (s'il s'agit de matières premières ou d'outils). Les individus ou les organisations puiseront dans ces stocks au fur et à mesure de leurs besoins, et en cas de quantités insuffisantes, après accord avec les autres consommateurs et les organisations intéressées. Personne n'est véritablement propriétaire de ces produits, sauf les travailleurs de la distribution qui s'efforceront de satisfaire les commandes”.

Kropotkine 1892 sur le rejet de la rémunération du travail:



“Une société ayant pris possession de toute la richesse sociale, ayant hardiment proclamé le droit de tous à cette richesse - quelle que soit la part qu'ils aient prise à sa production - sera contrainte d'abandonner tout système de salaire, que ce soit en monnaie ou en billets de travail.”

Et Goldsmith sur le même sujet:

“Nous rejetons donc l'idée même de salaire; nous dissociions les questions de production et de consommation, ne laissant entre elles que le lien qui résulte du fait que la quantité totale de biens produits doit être indexée sur les besoins de consommation.”

Ces premiers anarchistes avaient également déjà des idées sur la manière de collecter les informations nécessaires à une distribution basée sur les besoins. Kropotkine: “... mais les statistiques vraies et exactes doivent commencer par l'individu et s'élever du simple au complexe.”

Et Goldsmith:

“...il doit y avoir des groupes, des comités qui concentreront les enseignements statistiques nécessaires. Leur rôle doit être strictement limité à celui de fournisseurs de données statistiques; l'usage qui sera ensuite fait de ces données ne les concerne pas. Ils ne peuvent émettre aucun décret; ... L'avis de ces comités statistiques n'est pas plus coercitif que les informations données par un architecte, les conseils d'un diététicien, d'un enseignant, etc.”

Cela correspond d'ailleurs exactement à ce que l'on appellera plus tard les principes cybernétiques (Beer 1972): Collecter des informations au niveau le plus bas et les agréger pour obtenir une vue d'ensemble afin de réduire la complexité. Les rôles de synthèse ne sont que des fournisseurs d'informations, ils n'ont aucun pouvoir sur les autres.

Par ailleurs, l'anarchisme a toujours été axé sur la pluralité des idées, un monde de plusieurs mondes, la possibilité de faire coexister de multiples modèles (économiques) et modes de vie (Nettlau 1909).

## 5.2. Exigences post-modernes pour l'économie anarchiste

Toutes les idées mentionnées dans le domaine classique sont toujours valables (même si elles ne sont pas d'accord, par exemple, avec l'antisémitisme et la misogynie de Kropotkine). De plus, pour le domaine post-moderne, il est important de noter que nous devrions être sceptiques face à toute solution présentée comme le Saint Graal. Les propositions doivent permettre une pluralité d'idées et d'êtres humains. Les propositions ne peuvent pas être des plans détaillés, mais des idées dynamiques qui évoluent, toujours dans le but de réduire toutes les formes de domination et de discrimination, d'être conscient des privilèges et de l'intersectionnalité, et de vérifier si les idées proposées fonctionnent également pour ceux qui sont moins privilégiés.

Aujourd'hui, il n'y a plus non plus de croyance romantique en un progrès automatique vers le socialisme ou en la science comme force incontestable du bien. Les outils et les modèles que nous choisissons pour notre planification économique doivent être sélectionnés avec soin, car ils ne sont pas neutres et ont un impact sur les modèles mentaux et la manière dont les sociétés évoluent autour d'eux.

J'ai défini cinq exigences comme base de toute proposition économique envisagée ou d'une société future émancipatrice en général:

Les deux premières sont les valeurs de liberté et de solidarité. La liberté signifie l'absence de coercition, d'oppression et de discrimination. La liberté est la capacité de satisfaire ses besoins, c'est-à-dire de se développer et de vivre une bonne vie. Chacun devrait avoir la liberté de faire ce qu'il veut, tant qu'il ne limite pas la liberté des autres. La solidarité consiste à ne pas faire passer ses propres besoins avant ceux des autres (y compris les générations futures) et à réduire les injustices. La liberté sans solidarité est source de privilèges et d'injustices, elle restreint la liberté des groupes ou des individus exclus. La solidarité sans liberté est une coercition. Par conséquent, la liberté et la solidarité doivent être équilibrées lorsqu'il s'agit de la liberté de tous.

La troisième exigence est de discuter de la manière dont le secteur des soins sera organisé. Si un projet utopique ne concerne que la production d'unités dénombrables (par exemple des tonnes d'acier) ou si l'on suppose que les activités impopulaires seront réalisées d'une manière ou d'une autre, alors le secteur des soins n'a pas été pris en compte. Suppose-t-on implicitement que les femmes continueront à effectuer ce travail essentiellement invisible à côté ? Indépendamment des motivations féministes, toute utopie doit répondre à la question de la répartition du travail de soins et des activités impopulaires sans coercition si elle veut satisfaire aux exigences de liberté et de solidarité.

La quatrième exigence et l'épreuve de vérité pour les utopies est la question de savoir si elles fonctionnent également en cas de crise. Les catastrophes climatiques et les prises de pouvoir violentes par des régimes autoritaires peuvent servir d'expériences de pensée. Les crises ont souvent montré que le système capitaliste échoue au niveau local et doit être sauvé au niveau national ou mondial par des interventions massives des États. Malgré tout, le capitalisme continue de s'adapter aux conditions changeantes et est considéré par beaucoup comme la meilleure option, même en temps de crise. L'utopie examinée doit donc se poser la question de savoir si elle serait la meilleure option même en temps de crise.

La cinquième et dernière condition est que les sociétés ne soient pas dogmatiques. L'utopie doit permettre la diversité et l'inclusion des groupes minoritaires. La diversité concerne les modes de vie, les préférences, les visions du monde et les origines. Les opinions dogmatiques ne sont pas toujours explicites. Elles peuvent également consister en des hypothèses non formulées et non remises en question. Un exemple est l'acceptation de l'inégalité entre le Nord et le Sud sans tenir compte de l'histoire du colonialisme. L'expression "pas de dogme" ne signifie pas pour autant que toute vision du monde doit être pleinement acceptée. Lorsqu'elle restreint la liberté des autres et devient elle-même un dogme, une limite est nécessaire.

### **5.3. Exigences structurelles et mode d'organisation proposé**

Toutes les structures liées à l'économie doivent être aussi décentralisées, transparentes et dynamiques que possible afin qu'elles ne se transforment pas en structures de pouvoir statiques. Comme l'a montré Apolito 2020, la complexité de l'information devrait être encapsulée dans des structures décentralisées telles que les réseaux. Au niveau local, les nœuds du réseau peuvent par exemple suivre ce schéma:

1. Les conseils de consommateurs s'organisent autour de quartiers locaux ou de familles choisies. Ils recueillent des informations sur les besoins.
2. Les collectifs de production sont organisés autour de divers processus de production et services. Ils fournissent des informations sur ce qui pourrait être produit ou sur les services fournis.
3. Les comités de coordination sont composés de quelques délégués rotatifs qui facilitent et arbitrent entre les besoins et les capacités de production, en proposant de multiples variantes de plans possibles.

Il n'est pas nécessaire de prendre des décisions et de conclure des accords sur tout. Dans un cadre défini, les gens ont une idée de ce qui peut être fait sans aucune délibération (par exemple, sur la base de certains accords de base). La transparence peut contribuer à renforcer la confiance dans ce mode de fonctionnement (do-ocratie)<sup>1</sup>. Si des décisions sont nécessaires, les personnes concernées par ces décisions doivent pouvoir y participer. Elles n'ont pas à décider de tout, car elles peuvent aussi faire confiance à d'autres pour prendre les bonnes décisions, mais elles pourraient le faire si elles le souhaitent.

Il n'y a pas d'organisations telles que la police, les prisons ou l'armée pour faire appliquer les décisions. Les accords ont de bonnes chances d'être respectés car ils ont été pris par les personnes concernées et non par un gouvernement autoritaire éloigné. Ainsi, les gens sont moins aliénés par les accords. Si certaines personnes ne respectent pas les accords, ce n'est pas grave. Toutefois, si d'autres personnes sont perturbées par leur comportement, un processus de résolution des conflits sera mis en place. Si ce processus n'aboutit pas ou si les personnes refusent de participer à la résolution du conflit, leur comportement peut être considéré comme scandaleux. Les communautés peuvent également décider de se séparer des personnes qui causent du tort de manière répétée et qui refusent de participer aux processus visant à transformer leur comportement (responsabilité communautaire).

La résolution des conflits deviendra un processus standard auquel tout le monde est habitué: conflits de ressources, conflits de distribution, personnes blessant d'autres personnes, personnes essayant d'obtenir une influence sur les décisions disproportionnée par rapport au degré auquel elles sont affectées, personnes ne respectant pas les accords, conflits d'espace de travail, et bien d'autres encore. Après s'être habitués à la résolution autonome des conflits, les processus deviendront plus courants et plus faciles à assimiler.

Bien que l'organisation locale soit importante pour de nombreuses raisons, elle ne suffit pas à maintenir le nombre d'êtres humains vivant sur terre. La coopération entre les communautés locales et les régions permet, par exemple, de planifier des infrastructures complexes et de produire des technologies modernes qui s'appuient sur de nombreuses ressources différentes et des chaînes d'approvisionnement complexes. En outre, la

---

1 Une "do-ocratie" (du verbe anglais "to do", faire) est une structure organisationnelle dans laquelle les individus choisissent des rôles et des tâches pour eux-mêmes et les exécutent. Les responsabilités incombent aux personnes qui font le travail, plutôt qu'à des fonctionnaires élus ou sélectionnés. En gros: "fais-le toi-même". NDT

perspective supralocale donne une certaine vue d'ensemble et améliore la justice en matière de distribution ainsi que la résilience en cas de catastrophe.

Les structures supralocales doivent être surveillées de près pour éviter la bureaucratie et la domination. Les conseils supralocaux peuvent être temporaires pour un objectif spécifique ou permanents pour une organisation continue. Ils doivent suivre les mêmes principes que le conseil de coordination au niveau local: Ils fournissent des informations, de la transparence, des analyses, des recherches et des suggestions, et facilitent la prise de décision et la résolution des conflits, mais ils n'imposent pas leurs décisions aux autres. Les personnes travaillant comme coordinateurs au sein des conseils devraient faire l'objet d'une rotation. Cela se rapproche de l'ancienne idée des conseils fédérés avec des délégués ayant des mandats impératifs, mais en moins rigide, moins limité au niveau régional, plus en réseau et plus dynamique. La section sur les outils ci-dessous présente des réflexions plus approfondies sur les cas où la participation directe des personnes affectées aux conseils est possible (par exemple via Internet) et sur les cas où il est plus pratique de s'appuyer sur des délégués. Les délégués des conseils locaux ne peuvent pas imposer un accord aux conseils locaux, c'est-à-dire que la fédération n'est pas une structure de pouvoir. Il s'agit d'une structure de facilitation et de coordination, tandis que ceux qui décident sont toujours ceux qui sont concernés par la décision (comme le comité de coordination au niveau local). L'internet est un outil puissant pour la fédération. Une fédération ne doit pas nécessairement être constituée de régions géographiques clairement définies. Elle peut consister en des réseaux qui se chevauchent géographiquement ou thématiquement.

Les conseils proposent des plans économiques, décidés par les communautés concernées. Ainsi, les conseils en réseau produisent de nombreux plans économiques distribués, qui se chevauchent en partie et sont coordonnés selon les besoins. Le fait de disposer d'une sorte de plan nous donne la liberté de savoir que nos besoins seront satisfaits demain et à l'avenir. Il permet également d'élaborer des plans à plus long terme pour la régénération des systèmes écologiques ou le développement des infrastructures.

Les plans ne doivent pas être très détaillés, ils doivent être aussi simples que possible. Pour la plupart des produits, la consommation future peut être estimée sur la base de la consommation de l'année précédente, combinée à des conditions modifiées (par exemple, de nouveaux accords sur l'utilisation limitée de ressources rares). Des estimations approximatives suffisent. Les plans sont basés sur le calcul en nature des indicateurs clés uniquement. Les indicateurs jugés pertinents sont définis par la communauté ou le conseil de

planification et dépendent du contexte. Il peut s'agir, par exemple, de l'utilisation de ressources rares en unités de ressources et de l'impact environnemental du bonheur des habitants. Les chiffres clés et le calcul en nature (Neurath) sont plus utiles, informatifs et intuitifs qu'une unité de compte universelle qui fait abstraction des questions en jeu et les simplifie à l'extrême.

#### **5.4. Décentralisation localisée et fonctionnelle de la planification**

L'idée de la *planification décentralisée* est de répartir les responsabilités entre ceux qui sont concernés et ceux qui disposent des informations nécessaires. Cette approche est similaire à celle proposée par Beer 1972 sous le nom de "Viable System Model" (VSM)<sup>2</sup>. Il crée des réseaux de responsabilités dans lesquels les nœuds ont des fonctions et des responsabilités spécifiques et se transmettent les informations importantes sous forme agrégée. De même, dans l'idée de la planification décentralisée anarcho-communiste, la planification n'est pas seulement répartie à différents niveaux de la localité, mais aussi divisée en de multiples tâches et fonctionnalités:

- Les conseils de consommateurs annoncent les changements futurs attendus dans leurs habitudes de consommation (par exemple, en raison de changements exceptionnels dans la population), les besoins exceptionnels prévus (par exemple, la construction de maisons supplémentaires) et les besoins de consommation d'urgence (par exemple, en raison de catastrophes naturelles).

- Les collectifs de production planifient la manière dont ils veulent produire et annoncent les changements qui en résultent dans les ressources d'entrée requises et les produits ou services fournis. Ils annoncent également les obstacles à la production et les pannes de production d'urgence.

- Les comités de coordination collectent des informations telles que les chiffres de la consommation et de la production passées pour l'analyse des données, les prévisions de consommation et de production futures et la simulation des développements futurs possibles. Ils gardent une vue d'ensemble des éventuels conflits de ressources et d'intérêts. Pour la prise de décision, ils fournissent les statistiques, les faits et les arguments pertinents et servent de médiateurs dans le processus de discussion et de décision. La

---

2 Viable System Model. – Un système viable est un système organisé de manière à répondre aux exigences de la survie dans un environnement changeant. L'une des principales caractéristiques des systèmes qui survivent est leur capacité d'adaptation.

communauté utilise ces informations pour décider de la répartition des ressources rares et de l'utilisation des ressources pour le développement à long terme (“investissements”).

De cette manière, la tâche monolithique de la planification est décomposée en sous-tâches gérables, ce qui augmente les chances de gérer la complexité avec succès et d'atteindre les objectifs que l'on s'est fixés.

## 5.5. Exigences en matière d'outils et de processus

Phillips et Rozworski 2019 ont montré que la technologie permettant de planifier des économies avec la complexité actuelle est déjà disponible et utilisée dans des entreprises telles que Walmart et Amazon. Leurs recherches montrent également que la transparence des flux de ressources, par exemple dans les chaînes d'approvisionnement, est essentielle au succès de la planification. Bien que Phillips et Rozworski se concentrent davantage sur la planification centralisée et que les exigences techniques de la planification décentralisée soient différentes, cela confirme la faisabilité de la planification d'économies complexes.

Il y a plusieurs raisons pour lesquelles la planification décentralisée est encore plus faisable que la planification centralisée: Premièrement, les systèmes dotés de structures centrales sont moins résistants aux crises car ils souffrent du problème du “point de défaillance unique”, également connu sous le nom de “too big to fail” (trop gros pour faire faillite) dans les discussions économiques.

Deuxièmement, la complexité algorithmique des algorithmes de planification tels que la programmation linéaire, utilisée pour les problèmes d'optimisation (par exemple, la distribution optimale d'une ressource à plusieurs industries), est légèrement supérieure à la complexité quadratique. Cela signifie que si le nombre de paramètres d'entrée (ressources et produits à inclure dans la planification) augmente, les ressources informatiques nécessaires augmentent de manière quadratique. La décentralisation est un moyen de réduire le nombre de paramètres d'entrée et donc d'augmenter les chances que l'optimisation puisse se faire dans un temps raisonnable.

Pour permettre à chacun d'être impliqué dans les décisions à venir qui l'intéressent et le concernent, un système d'information décentralisé est nécessaire. Ce système devrait être décentralisé de manière fédérée, à l'instar des protocoles de fédération de fediverse,<sup>3</sup> mais avec une meilleure

---

3 Le fediverse ou fédivers, parfois orthographié fédiverse et fedivers et souvent avec une majuscule (mot-valise de l'anglais pour « fédération » et « univers »), est un maillage de serveurs informatiques formant un grand réseau social multi-applications (partage de texte, ou de photos, chaîne de vidéos, micro-blog, etc).

capacité de recherche. De cette manière, chacun peut s'abonner au contenu et aux décisions qui l'intéressent, par exemple sa communauté locale, son collectif de travail, des sujets sélectionnés dans sa région et un sujet planétaire qui lui tient à cœur. Outre la programmation linéaire, il existe de nombreux algorithmes et outils déjà utilisés aujourd'hui qui peuvent être adaptés à la tâche de planification décentralisée, notamment l'analyse des entrées/sorties basée sur le calcul en nature, y compris les chaînes de dépendance complexes et l'impact environnemental à l'aide de l'analyse du cycle de vie (ACV), les algorithmes basés sur les graphes pour l'optimisation de la chaîne d'approvisionnement et du transport, l'analyse des big data<sup>4</sup> en temps réel et les notifications push<sup>5</sup> pour les changements qui requièrent une attention immédiate.

Ces outils permettent de construire un système d'information cybernétique fédéré qui autorise l'autonomie locale ainsi que la coordination et le retour d'information en réseau, ce qui va bien au-delà de ce qui était possible lors des expériences de Beer avec CyberSyn.

Le système d'information doit fournir des informations de base pour les décisions à venir, recueillies par le comité de coordination ou d'autres volontaires, et doit être accessible de manière transparente à toutes les personnes concernées. Le système d'information fédéré peut également être utilisé pour les autres tâches de planification énumérées ci-dessus, comme l'annonce des changements dans les habitudes de consommation, des besoins exceptionnels, des changements dans la production et de leur

---

Le fédivers est construit autour de logiciels libres permettant un auto-hébergement, ou demandant simplement l'inscription sur une "instance" (un serveur pré-configuré, mis à disposition des autres par un tiers). Chaque logiciel propose des applications ou services spécifiques (blog, podcast, articles de recherche, code logiciel, livres lus, etc) et nombreux sont ceux qui utilisent des protocoles d'échanges communs pour communiquer entre eux (se fédérer), ou qui utilisent de façon transparente pour l'utilisateur des ponts entre différents protocoles. La volonté est de fournir une alternative ouverte et résiliente aux réseaux sociaux captifs (GAFAM), centralisés et propriétés d'une unique entité. (Source: Wikipedia)

- 4 La définition du Big Data est la suivante : des données plus variées, arrivant dans des volumes croissants et à une vitesse plus élevée. C'est ce que l'on appelle les trois « V ». En d'autres termes, le Big Data est composé de jeux de données complexes, provenant essentiellement de nouvelles sources. Ces ensembles de données sont si volumineux qu'un logiciel de traitement de données traditionnel ne peut tout simplement pas les gérer. Mais ces énormes volumes de données peuvent être utilisés pour résoudre des problèmes que vous n'auriez jamais pu résoudre auparavant. (Source: <https://www.oracle.com>)
- 5 Les *notifications push* sont des messages qui apparaissent sur un smartphone. Les éditeurs d'applications peuvent les envoyer à tout moment.



impact sur les chaînes d'approvisionnement. Le système d'information devrait également fournir des outils de prise de décision, de résolution des conflits, d'analyse des données, d'optimisation et de simulation sous la forme d'un logiciel facile à utiliser, à la disposition de tous ceux qui souhaitent mener leurs propres recherches et planifier pour proposer des idées à la communauté. L'objectif devrait être de démocratiser ces outils, en les rendant aussi transparents, compréhensibles et accessibles que possible.

Si la transparence est importante, la collecte de données ne doit pas être utilisée comme un outil de surveillance et de contrôle. La collecte de données doit donc être aussi décentralisée que possible, seules les informations agrégées étant transmises à des structures supralocales en cas de besoin. Il n'est pas nécessaire que chaque bien, chaque ressource ou chaque heure de travail fasse l'objet d'un suivi en tant que données. Chaque communauté peut décider de la quantité d'informations qu'elle souhaite suivre. Une règle générale pourrait être que dès que la distribution semble injuste, il serait bon de collecter des données afin d'assurer la transparence et d'améliorer la distribution équitable. Comme il n'existe pas d'unité de compte universelle comme les prix, toutes les données sont collectées dans les unités qui ont le plus de sens pour le cas d'utilisation en question. Dans le cas de décisions qui affectent de grandes régions ou la planète entière, il y aura un accord sur ce qu'il faut mesurer et comment le mesurer, et sur l'unité à utiliser pour normaliser la communication. Cela ne s'applique pas seulement à la distribution de ressources rares, mais aussi à la collecte de données sur les besoins de la population. Pour des raisons de protection de la vie privée, les besoins des individus ne devraient jamais quitter la communauté locale. Ils seront regroupés avec d'autres besoins et anonymisés si nécessaire avant d'être communiqués à un réseau plus large.

Quelques exemples: Les besoins en pain pourraient être communiqués en kilogrammes et ne devraient jamais quitter la communauté si le pain est produit au sein de la communauté. De même, les individus n'ont pas besoin d'estimer leur consommation de pain, la communauté peut simplement utiliser les données relatives à la consommation passée. Les individus n'ont qu'à communiquer s'ils prévoient de consommer beaucoup plus ou beaucoup moins. Il en va de même pour les besoins en soins de base, qui peuvent être communiqués en quelques heures. Les besoins en légumes sont également estimés à partir de la consommation passée et agrégés au niveau local, puis communiqués au réseau régional (aussi local que possible, à l'exception des types de légumes disponibles dans la communauté). Les collectifs régionaux de producteurs de légumes connaissent déjà, grâce aux données de consommation et de distribution antérieures, la quantité approximative de légumes nécessaire à la communauté. Lorsqu'ils sont

distribués à la communauté, les légumes sont placés dans un centre de distribution local où chacun peut prendre ce dont il a besoin, même si ce n'est pas exactement ce qu'il a estimé être ses besoins. Les types de légumes non disponibles au niveau régional sont à nouveau regroupés et communiqués à un réseau géographique plus large. Les équipements médicaux spécialisés rares dont les individus ont besoin peuvent être communiqués sous forme anonyme par la communauté locale directement au collectif de production qui produit ces équipements (comme les commandes directes dans l'économie d'aujourd'hui).

Le choix des indicateurs clés est laissé à l'appréciation des personnes touchées, qui décident également du degré de détail des données collectées en fonction du contexte et de leurs préférences. Elles peuvent même décider de ne pas collecter de données du tout. Les indicateurs clés ne sont pas seulement des unités de produits ou de services, des unités de ressources utilisées ou des unités d'émissions liées au climat. Ils peuvent également indiquer l'impact environnemental général non quantifiable, de faible à élevé, les conditions de travail pendant la production ou l'importance d'un produit ou d'un service pour couvrir les besoins de (certaines) personnes.

En ce qui concerne les frontières planétaires et les mesures nécessaires pour lutter contre le changement climatique, les conseils spécialisés peuvent suggérer des limites d'émissions ou d'autres mesures à prendre. Des accords planétaires pourraient être conclus pour suivre ces suggestions. Les détails de la mise en œuvre de ces suggestions devraient être décidés aussi localement que possible, en tenant compte de la situation régionale spécifique et des injustices planétaires entre les régions, qui résultent encore de l'époque de l'exploitation coloniale et capitaliste, et qui devraient également être combattues. Par exemple, il pourrait y avoir un accord planétaire pour limiter les émissions de méthane à une quantité donnée. Les conseils régionaux communiqueraient leurs besoins cumulés en matière d'émissions de méthane afin de pouvoir produire pour répondre aux besoins des habitants de la région. Sur la base de ces données, le conseil peut faciliter la prise de décision concernant la répartition des quotas d'émission de méthane entre les régions.

Bien qu'il n'y ait pas d'obligation de travailler, ni par les autorités ni par la rémunération du travail, il pourrait y avoir une communication transparente sur les pénuries de travailleurs dans certains collectifs de travail dans le système d'information fédéré. Si nécessaire, les communautés peuvent décider de mesures visant à prévenir la pénurie de travailleurs, telles qu'une rotation pour les tâches impopulaires ou des changements dans la façon dont la tâche est effectuée pour la rendre plus agréable.

Les décisions sont prises au niveau le plus local possible, en n'impliquant que les personnes concernées par la décision. Les décisions sont annoncées à l'avance avec les informations pertinentes dans le système d'information afin que chacun ait le temps de s'informer, de faire des recherches et de délibérer sur les arguments. Les décisions consensuelles sont privilégiées dans la mesure du possible (y compris les options consistant à se tenir à l'écart, à essayer une décision pendant une période limitée ou à mettre en œuvre plusieurs solutions en parallèle). Toutefois, les personnes concernées peuvent décider de revenir au vote majoritaire si elles le souhaitent, en veillant à ce que les minorités ne soient pas opprimées. Cela fonctionne également pour les décisions au niveau planétaire. Les outils informatiques permettent de préparer les décisions quel que soit l'endroit où se trouvent les personnes concernées. Si les discussions ne fonctionnent pas bien avec un trop grand nombre de personnes impliquées, il peut être raisonnable de choisir des délégués, en veillant à ce que les différentes régions et minorités soient représentées. Comme pour les membres des comités de coordination, il convient d'assurer une rotation des membres des conseils de décision à long terme, et ils peuvent être rappelés et remplacés s'ils n'agissent pas dans l'intérêt des personnes qu'ils représentent.

## **5.6. Coexistence d'approches multiples**

Les idées de décentralisation et de diversité des modes de vie et des systèmes économiques ont une longue tradition dans la pensée anarchiste (par exemple l'anarchisme synthétique, la fédération internationale des anarchistes ou le bolo'bolo<sup>6</sup>). C'est une pensée coloniale que de supposer qu'un seul mode de vie et d'organisation convient à tout le monde ou qu'une unité centrale peut décider des besoins de chacun. En tant qu'anarchistes, nous ne devrions pas essayer de présenter un système avec la prétention

---

6 *bolo'bolo* est un livre de 1983 de P.M., pseudonyme de Hans Widmer, connu pour décrire une utopie. *bolo'bolo* se présente comme un dictionnaire de mots inventés décrivant un ordre social mondial. Un "bolo" est une communauté intentionnelle formée d'environ 500 "ibus", ou egos individuels. La communauté intentionnelle est décrite par son mode de vie ("nima"), son hospitalité ("sila") et son autosuffisance agricole ("kodu"), entre autres caractéristiques. Plusieurs communautés intentionnelles forment ensemble un réseau socio-économique connu sous le nom de "bolo'bolo". Les communautés font du commerce avec des cadeaux, du troc et éventuellement le marché. L'approche de *bolo'bolo* est anticapitaliste et antiétatique, et elle est écrite pour être mise en pratique. L'une des sections présente les étapes à suivre pour fomenter une révolution mondiale. (NdT)

d'être le bon système pour tout le monde. Certaines personnes peuvent préférer être gouvernées ou vivre dans des économies compétitives.

La panarchie est une philosophie politique qui met l'accent sur le droit d'un individu à choisir son système politique et économique sans changer de lieu physique. Nettlau 1909 explique la panarchie comme suit:

“Il suffit d'une simple déclaration au bureau local des adhésions politiques et, sans avoir à se séparer de sa robe de chambre et de ses pantoufles, on peut passer de la république à la monarchie, du parlementarisme à l'autocratie, de l'oligarchie à la démocratie ou même à l'anarchie de M. Proudhon, selon sa propre appréciation.”

La panarchie résout le problème du “too big to fail” en faisant fonctionner plusieurs systèmes en parallèle dans la même région. La panarchie est également populaire dans les cercles libéraux ou anarcho-capitalistes, car elle transpose l'idée de la concurrence sans restriction au niveau des systèmes politiques. La panarchie pourrait conduire à une augmentation du capacitisme et à une répartition inégale du travail de soins, si les personnes nécessitant moins de soins passaient à des systèmes compétitifs et revenaient à des systèmes coopératifs une fois qu'elles étaient plus âgées et nécessitaient plus de soins. De telles injustices doivent être évitées.

Un système basé sur la panarchie est un méta-système qui devrait définir comment les différents systèmes interagissent les uns avec les autres et comment les valeurs fondamentales telles que la liberté et la solidarité peuvent être maintenues dans tous les systèmes. Cela inclut les questions relatives à la distribution des ressources entre les systèmes. Alors que les idées anarchistes sont souvent confrontées à la question de savoir comment elles vont gérer les “mauvais acteurs”, les méta-systèmes de la panarchie devront être résistants aux “mauvais systèmes”. Du point de vue du VSM<sup>7</sup>, il s'agit du même problème à un autre niveau. Les systèmes décentralisés ont tendance à être plus résistants aux “mauvais acteurs” que les systèmes centralisés.

Un méta-système panarchiste planétaire pourrait avoir besoin d'un accord minimal pour les sociétés coexistantes afin que ni la planète ni certaines sociétés ne soient exploitées ou détruites. Voici une suggestion pour un tel accord planétaire minimal:

---

7 Voir note 2.

1. La planète doit rester habitable en permanence pour les êtres vivants de tous les continents.
2. Chaque personne est libre de décider comment et où elle veut vivre, tant que cela ne restreint pas la liberté des autres.
3. Les besoins fondamentaux de chaque personne doivent être satisfaits.
4. Toutes les structures d'intérêt sont transparentes.
5. Il n'y a pas de frontières (nationales) ni d'activités guerrières.
6. On aspire à une justice planétaire et régionale (mesurée en termes de satisfaction, le minimum étant relevé).

Il est probable que le capitalisme ne puisse pas coexister dans ces conditions.

## 6. Conclusion

L'approche anarcho-communiste de la planification économique décentralisée présentée dans cet article permet à chacun de participer aux décisions qui le concernent, y compris tous les aspects de l'économie, depuis les préférences de consommation et la distribution des ressources rares jusqu'aux processus de production, en passant par les aspects organisationnels et la distribution et le développement des ressources à long terme. Ces possibilités de participation étendues dépassent ce que l'on considère habituellement comme une participation démocratique. Elles sont facilitées par des formes d'organisation en réseau et des outils d'information cybernétique fédérés. Cette forme de décentralisation absorbe la complexité au niveau local tout en se concentrant sur les besoins des personnes et en luttant contre les injustices, la discrimination et les structures de domination.

## Références

- Albert, Michael. 2003. *Parecon: Life After Capitalism*. London: Verso.
- Apolito, Aurora. 2020. "The Problem of Scale in Anarchism and the Case for Cybernetic Communism."  
<https://api.semanticscholar.org/CorpusID:220264715>
- Beer, Stafford. 1972. *Brain of the Firm: The Managerial Cybernetics of Organization*. London: Allen Lane the Penguin Press.
- Cockshott, W. Paul and Cottrell, Allin F. 1993. *Towards a New Socialism*. Nottingham, U.K.: Spokesman Books.

- Devine, Pat. 2002. “Participatory Planning Through Negotiated Coordination.” *Science&Society* 66(1): 72–85. <https://doi.org/10.1521%2Fsiso.66.1.72.21001>
- Goldsmith, Marie. 1919. “The Issues of Tomorrow.” *Les Temps Nouveaux*.
- Hahnel, Robin. 2021. *Democratic Economic Planning*. London: Routledge. <http://dx.doi.org/10.4324/9781003173700>
- Kropotkin, Pyotr A. 1892. *The Conquest of Bread*. Paris: Tresse et Stock.
- Laibman, David. 2012. *Political Economy After Economics: Scientific Method and Radical Imagination*. London: Routledge. <http://dx.doi.org/10.4324/9780203807781>
- Nettlau, Max. 1909. *Panarchy - A Forgotten Idea of 1860*. *Der Sozialist*. Berlin: Verein unabhängiger Sozialisten.
- Nguyen, Cara. 2020. “The Relationship Between White Supremacy and Capitalism: A Socioeconomic Study on Embeddedness in the Market and Society.” *SUURJ: Seattle University Undergraduate Research Journal*: Vol. 4, Article 6. <https://scholarworks.seattleu.edu/suurj/vol4/iss1/6>
- Phillips, Leigh and Rozworski, Michal. 2019. *People’s Republic of Walmart*. London: Verso.
- Saros, Daniel E. 2014. *Information technology and socialist construction. The end of capital and the transition to socialism*. London: Routledge.
- Shin, Jaeweon; Price, Michael H.; Wolpert, David H.; Shima, Hajime; Tracey, Brendan and Kohler, Timothy A. 2020. Scale and information-processing thresholds in Holocene social evolution. *Nature Communications* 11:2394. <https://doi.org/10.1038/s41467-020-16035-9>
- Sutterlütti, Simon and Meretz, Stefan. 2023. *Make capitalism history: a practical framework for utopia and the transformation of society*. Cham, Switzerland: Palgrave Macmillan. <https://doi.org/10.1007/978-3-031-14645-9>
- Vettese, Troy and Pendergrass, Drew. 2022. *Half-Earth Socialism: A Plan to Save the Future from Extinction, Climate Change and Pandemics*. London: Verso.
- Zeira, Anna. 2021. “Mental Health Challenges Related to Neoliberal Capitalism in the United States.” *Community Mental Health Journal* 58, 205–212. <https://doi.org/10.1007%2F10597-021-00840-7>